



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement - guichet unique ICPE

Arrêté préfectoral N° 58-2026-04-21-00008

portant autorisation environnementale, à la société TC ENVIRONNEMENT, d'exploiter une installation de collecte et de traitement de pneumatiques usagés sur le territoire de la commune de Cercy-la-Tour

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;
- VU** la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la rubrique IOTA 2.1.5.0-2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques

et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif au plan national de prévention des déchets (PNPD) 2021-2027 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 58-2023-10-31-00002 du 31 octobre 2023 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2025-07-04-00004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique n° 58-2025-09-25-0005 du 25 septembre 2025 pour la période du 21 octobre 2025 au 20 novembre 2025 inclus, sur le territoire des communes de Cercy-la-Tour, Thaix, et la communauté de communes Bazois Loire Morvan ;
- VU** que les mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers, en application de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, du dossier de demande d'autorisation environnementale sont réunies ;
- VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPDG) de la région Bourgogne-Franche-Comté adopté par le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté lors de l'assemblée du 15 novembre 2019 ;
- VU** le plan local d'urbanisme de la commune de CERCY-LA-TOUR ;
- VU** la décision d'examen au cas par cas en date du 12 décembre 2023 ;
- VU** la demande du 2 juillet 2024, présentée par la société TC ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 45 rue de la Guette à CERCY-LA-TOUR (58340), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de collecte et de traitement de pneumatiques usagés (rubriques n° 2791) située au 45 rue de la Guette à CERCY-LA-TOUR et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;
- VU** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 28 avril 2025 ;
- VU** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 30 avril 2025 ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

- VU** l'absence d'avis de l'autorité environnementale reconnu favorable tacite ;
- VU** la décision en date du 12 septembre 2025 du président du tribunal administratif, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisées dans les communes concernées ;
- VU** les publications de cet avis dans des journaux locaux en date du 2, 5, 23 et 26 octobre 2025 ;
- VU** l'avis favorable émis par le conseil municipal de la commune de Cercy-la-Tour le 2 décembre 2025 ;
- VU** l'avis favorable émis par la communauté de communes Bazois Loire Morvan le 12 décembre 2025 ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 18 décembre 2025 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 3 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 11 mars 2026 au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** les remarques de l'agence régionale de santé (ARS) lors du CODERST du 11 mars 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 8 avril 2026 à la connaissance du demandeur en vertu de l'article R181-40 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport du bureau d'études Gérard Legrand du 25 novembre 2021 concernant la restauration de 2,8 ha de prairies humides au lieudit « Les Feuillats » à Decize et la facture de l'ONF relative à l'opération de restauration de prairie humide à Decize ;
- VU** l'étude d'incidence et ses annexes, incluant l'analyse de la séquence éviter, réduire, compenser (ERC) ;
- VU** le courriel de TC Environnement, en date du 17 avril 2026, précisant l'acceptation des prescriptions du projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le site est soumis à enregistrement pour une capacité de broyage de 10 tonnes par jour et que la demande de l'exploitant vise à augmenter celle-ci à 70 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que la surface de toiture est très limitée au regard de la surface totale du site et que le litrage d'eau pluviale de toiture est non significatif par rapport au litrage des eaux pluviales de voirie ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que la zone de compensation de la zone d'activité économique à Cercy la tour, a bien été mise en œuvre par la restauration de 2,8 ha de prairies humides au lieudit « Les Feuillats » à Decize ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'inscrire dans cet arrêté les mesures compensatoires décrites dans le dossier de demande compte tenu de l'insuffisance des mesures d'évitement et de réduction présentées par le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, suite à l'avis de l'ARS du 29 août 2024, en prescrivant la réalisation d'un écran végétal constitué de haies vives d'essences locales et champêtres (les arbres de hautes tiges et les arbustes pourront être choisis parmi les essences suivantes : frênes, hêtres, chênes, noisetiers, églantiers, aubépines, charmillles, etc, à l'exclusion des essences exotiques comme les thuyas et les cyprès sur le pourtour de la plateforme pour réduire les possibles visibilités du projet depuis les départementales D37 et D981 ainsi que depuis le chemin des Champs de Coddès ;

CONSIDÉRANT que les pneumatiques usagés et leurs dérivés sont susceptibles de constituer des gîtes larvaires favorables à la prolifération du moustique tigre (*Aedes albopictus*), et que la présence de ces gîtes larvaires constitue un risque sanitaire ;

CONSIDÉRANT que le traitement des pneumatiques entre l'entrée en pneu entier et date de broyage ou re-expédition, doit se faire en moins de 7 jours ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de la décision.

Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TC ENVIRONNEMENT (SIRET n° 752 881 839 00035), représentée par Monsieur Arthur WAGNER, directeur, dont le siège social est situé à 45 rue de la Guette à CERCY-LA-TOUR (58340) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Cercy-la-Tour, au 45 rue de la Guette, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions suivantes sont abrogées :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral n° 58-2023-10-31-00002 du 31 octobre 2023 portant enregistrement d'une installation de collecte et de traitement de pneumatiques usagés, exploitée par la société TC ENVIRONNEMENT, située sur le territoire de Cercy-la-Tour	Totalité	Abrogation

1.2.1. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelle	Superficie de la parcelle
CERCY-LA-TOUR	D	946	1ha 71a 62ca
CERCY-LA-TOUR	D	920	1ha 70a
CERCY-LA-TOUR	D	921 pp	2ha 79a 72ca pp (1ha 30a 04ca)

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 4,7 ha.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 3,88 ha.

1.2.2. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4.

1.2.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées 1.3 ci-dessous.

Article 1.3 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971	Broyage de pneumatiques usagés	70 t / jour	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage de pneumatiques usagés	3 800 m ³	E
2663.2.b	Stockage de pneumatiques et de produits composés d'au moins 50 % de polymères	Stockage de pneumatiques neufs et d'occasion	2 100 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration),

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejets d'eaux pluviales	4,7	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant .

Article 1.5 : Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de mise à l'arrêt définitif des installations, le site sera rendu conforme avec les destinations prévues par le plan local d'urbanisme en vigueur à la date de cessation d'activité et les risques, notamment d'incendie et d'explosion, devront être supprimés.

Par conséquent, en cas de cessation de ses activités, le site sera laissé vierge de toute activité. Les bâtiments et les différents équipements (en dehors du procédé lui-même) pourront être maintenus en place afin de faciliter l'installation d'un nouvel occupant.

De plus, afin de limiter les risques d'accident et les risques de dégradation des installations, les mesures suivantes seront respectées :

- vérifier l'intégrité des clôtures et procéder à leur réparation le cas échéant ;
- assurer l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux présents sur le site ;
- assurer la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- évacuation des cuves de stockages d'huiles ;
- coupure de l'alimentation en électricité du site.

Les différentes dispositions qui seront prises seront détaillées dans un mémoire de cessation d'activité, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 1.6 : Implantation

L'installation est implantée à une distance minimale de 12,5 mètres des limites du site.

Article 1.7 : Documents tenus à disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.8 : Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 2.1 : Prélèvements et consommations d'eau

2.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

L'eau de process issue de l'arrosage des matières en cours de broyage est récupérée et renvoyée au niveau du dispositif de traitement afin d'assurer sa bonne recirculation (recyclage de l'eau utilisée).

L'installation ne prélève pas d'eau dans le milieu naturel.

2.1.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eau

Le site est alimenté en eau potable par le réseau communal de Cercy-la-Tour, à partir du réseau public d'Adduction en Eau Potable (AEP) de Cercy-la-Tour. Le point de raccordement est muni d'un dispositif anti-retour (disconnecteur) et d'un dispositif totalisateur (compteur d'eau).

Article 2. 2: Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet

2.2.1. Gestion des réseaux

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- **Eaux pluviales de ruissellement** :
 - l'ensemble des eaux pluviales de ruissellement est collecté en direction du bassin de rétention étanche de 1 400 m³ localisé à l'extrême nord du site (point bas) et dimensionné sur la base d'une pluie exceptionnellement intense, disposant d'un fossé de décantation supplémentaire avant rejet. En sortie du bassin, une vanne de coupure et un séparateur d'hydrocarbures sont présents ;
 - une partie des eaux pluviales est détournée avant l'arrivée au bassin, vers les réserves utilisées pour les eaux résiduaires.
- **Eaux pluviales de toiture** : les eaux pluviales de toiture sont regroupées avec les eaux pluviales de ruissellement.
- **Eaux résiduaires** :
 - les eaux résiduaires sont les eaux utilisées lors de l'opération de broyage. Ces eaux sont prélevées dans les réserves enterrées, pour être envoyées vers le broyeur à l'aide d'une pompe de relevage, avant de retourner au décanteur puis aux réserves ;
 - les réserves utilisées par les eaux résiduaires sont remplies par le détournement d'une fraction de l'eau pluviale de ruissellement lors de son rejet ;
 - en cas d'arrivée d'eau pluviale excessive dans les réserves, un dispositif de surverse permet d'envoyer l'excédant d'eaux pluviales vers le bassin de rétention étanche.

L'ensemble des eaux pluviales et résiduaires sont traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés dès que le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur. Dans tous les cas, l'opération doit être réalisée au moins une fois par an, sauf si l'exploitant apporte une justification relative à son report et réalise des contrôles

visuels réguliers, enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Eaux usées domestiques: les eaux domestiques rejoignent le réseau communal d'assainissement de Cercy-la-Tour.

2.2.2. Point de rejet

Les eaux pluviales sont rejetées en un seul point, dans le réseau pluvial de la zone d'activité économique (ZAE) Les Fourneaux de 2 350 m³ à la sortie du bassin de rétention étanche de 1 400 m³.

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X = 748 788 ; Y = 6 639 434 ; Z = 208	Eaux pluviales	Réseau d'assainissement communal	Passage par un déshuileur Réseau pluvial communal séparatif	Convention

2.2.3. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant à la préfète.

Article 2. 3: Limitation des rejets

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 – 8,5
- Débit maximum horaire (m³/h) : 50,4

Paramètre	CODE SANDRE	Rejet n°1
		Concentration journalière maximale (mg/l)
Matières en suspension (MES)	1305	35 si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125 si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (sans préjudice des éléments figurant dans la convention de rejet)

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50 µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo (a) pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo (b) fluoranthène + Benzo (k) fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo (g, h,i) pérylène + Indeno (1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Article 2. 4: Surveillance des rejets

2.4.1. Gestion des réseaux

L'exploitant réalise les contrôles annuels requis pour l'ensemble des analyses.

À l'issue d'une période de suivi de trois ans, il doit formuler un positionnement quant à la présence éventuelle, dans ses effluents aqueux, de substances énumérées dans le tableau « 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité » et quant à la pertinence de poursuivre cette surveillance.

2.4.2.Débit de fuite

En prenant en compte la surface des toitures, des aires de stockages, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées, le débit de fuite calculé maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 L/s/ha soit 14 L/s.

Article 3 : Mesures compensatoires

Dans le cadre de l'aménagement du site, en complément des mesures d'évitement et de réduction des impacts, une mesure de compensation doit être mise en place telle que :

- la création d'une mare en périphérie de la zone humide (réutilisation des eaux pluviales de toitures ou non...) ;
- la restauration de la mare située en aval de la zone humide n° 1 ;
- la restauration de zones humides sur la masse d'eau de l'Aron (secteurs à identifier avec le gestionnaire du cours d'eau).

Article 4 : Protection du cadre de vie

Article 4.1 : Limitation des niveaux de bruit

4.1.1. Niveaux limites de bruit en zone à émergence réglementée (ZER)

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1 : points de mesure 5 et 6.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1,2,3,4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée, définies sur le plan en annexe 1.

4.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

4.1.4. Dispositifs sonores de recul des véhicules et engins

Les véhicules et engins utilisés dans le cadre des activités professionnelles, industrielles ou de chantier doivent être équipés d'un dispositif sonore de recul conforme à la réglementation en vigueur, permettant d'avertir efficacement les personnes situées à proximité lors des manœuvres. Lorsque cela est possible, l'usage de dispositifs à large bande sonore type cri du lynx, est privilégié afin de réduire les nuisances pour le voisinage, sous réserve de garantir un niveau de sécurité équivalent pour les travailleurs et les tiers.

4.1.4. Vibrations

L'installation n'entraîne pas de vibrations susceptibles de provoquer une gêne ou des dommages.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 4.2 : Insertion paysagère

Un programme de plantation doit être mis en place autour de la plateforme afin de limiter au maximum les visibilitées en direction du site, notamment depuis les habitations situées chemin des Champs de Coddès.

À cet effet, une haie est plantée au niveau de l'angle Sud-Est du site.

Cet écran végétal est constitué de haies vives d'essences locales et champêtres. Les arbres de hautes tiges et les arbustes sont choisis parmi les essences suivantes : frênes, hêtres, chênes, noisetiers, églantiers, aubépines, charmillles, etc., à l'exclusion des essences exotiques telles que le thuya et le cyprès.

Article 5 : Prévention des risques technologiques

Article 5.1 : Conception des installations

5.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers dans sa dernière version à jour.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2. Désenfumage

Les dispositifs de désenfumage sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de danger dans sa dernière version à jour.

5.1.3.Organisation des stockages

Les stockages de produits ou déchets liquides ou solides respectent les dispositions prévues dans l'étude de dangers dans sa dernière version à jour.

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Rétention
Bat A (960 m ²)	Pneumatiques triés	2 104 m ³	L'ensemble du site est imperméabilisé et les eaux convergent vers le bassin de rétention.
Bat B (960 m ²)	Pneumatiques triés		
4 aires de stockage (1 440 m ²), 15 bennes (525 m ²)	Pneumatiques non triés	2 000 m ³	
6 zones de stockage	Broyats de pneumatiques	2 160 m ³	

5.1.4.Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

5.1.4.1 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie

Le confinement des eaux incendie a lieu au sein du bassin de rétention étanche muni d'une vanne de coupure fonctionnelle. Le volume des eaux d'extinction incendie calculé est de 610 m³, l'exploitant doit s'assurer que ce volume reste disponible en toute circonstance.

Article 5. 2: Autres dispositifs et mesures de prévention des risques

5.2.1.Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Les mesures figurant dans la pièce « Étude de dangers - DDAE » du dossier de demande d'autorisation environnementale dans sa dernière version à jour sont considérées comme mesures de maîtrise des risques.

Article 5. 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1.Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à maîtriser, et au minimum, conformes aux exigences des arrêtés ministériels du 22 décembre 2023 et du 6 juin 2018 susvisés, complétés et précisés comme ci-après :

- une réserve incendie de 120 m³ située à proximité de l'accès poids-lourd (nord-ouest), au sein du site, à moins de 100 m des installations ;
- un poteau incendie (débit minimal de 60 m³ /h) de la ZAE, situé au niveau du giratoire, à proximité directe de l'accès poids-lourd (nord-ouest) et à moins de 100 m de la plupart des installations (à moins de 200 m de l'ensemble des installations) ;
- un poteau incendie est présent à l'intersection de la RD 37 et de l'accès à la ZAE. Il est situé à environ 130 m de l'accès au site par voie praticable.

Les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours et protégés contre le gel. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

- un système de détection automatique d'incendie équipant les bâtiments.

Les moyens sont complétés par les éléments suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, clairement identifiés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte accessible simplement est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Des exercices, des visites et des manœuvres sont périodiquement organisées en lien avec le SDIS. Le premier est organisé au maximum un an après mise en service de l'installation. Ces événements sont tracés par l'exploitant et les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection.

5.3.2.Organisation

L'exploitant établit un plan de défense incendie (P.D.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour le scénario dans l'étude de dangers d'incendie (dans sa dernière version à jour) d'une cellule.

Article 6 : Prévention et gestion des déchets

Article 6. 1 : Gestion des déchets reçus par l'installation

6.1.1.Contrôle à réception

Le contenu de chaque cargaison est contrôlé dès réception et les camions sont pesés à l'aide du pont-bascule. Toutes les informations relatives à la cargaison sont enregistrées (détenteur du déchet, identification du véhicule, poids de la cargaison, etc.).

Les informations sont consignées dans les registres informatiques des entrées/sorties du site et conservées pendant 3 ans.

Les déchets autorisés à être reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)	Conditions de stockage
Pneus hors d'usage (déchet non dangereux)	16 01 03	100 km	70 tonnes / jour	Bennes et aires de stockage

6.1.2. Conditions de stockages des pneus

Les pneumatiques usagés réceptionnés sont déchargés au niveau de 4 alvéoles de stockage extérieures séparées par des murs en béton (hauteur maximale de stockage de 3 m), et une aire de stockage des bennes métalliques pour une capacité maximale de 15 bennes. Le volume total maximal de déchets de pneus réceptionnés est de 1 965 m³.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'empêcher la rétention d'eau dans les pneumatiques. Si le stockage de pneumatique doit être supérieur à 7 jours, ils sont stockés temporairement sous l'un des trois auvents disposés sur le site, tout en s'assurant de l'absence d'accumulation d'eau à l'intérieur.

Article 6. 2 : Gestion des déchets sortants par l'installation

6.1.1. Production, tri, recyclage et valorisation de déchets sortants par l'installation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	type des déchets	Traitement des déchets
Déchets dangereux	huiles	Traitement
Déchets non dangereux	Produits mis au rebut Boues du deshuileur Refus de tri Déchets non dangereux produits par les activités	Recyclage sur site Traitement traitement incinération hors site

6.1.2. Condition du stockage sur site

Les différents types de déchets sont entreposés selon le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Déchets stockés sur le site	Conditions de stockage
Déchets dangereux	Huiles usagées	Fûts
Boues du DSH	Pas de stockage, expédition immédiate	/
Déchets non dangereux produits par les activités		Benne dédiée
Déchets dangereux	Refus de tri	Benne dédiée

Article 7 : Dispositions finales

Article 7. 1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 7. 2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Cercy-La-Tour et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Cercy-la-Tour pendant une durée minimale d'un mois. Un certificat d'affichage est établi par le maire pour constater l'accomplissement de cette formalité.
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- 4° le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7. 3 : Exécution

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- la sous-préfète de l'arrondissement de Château-Chinon,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de Bourgogne-Franche-Comté,
- le maire de Cercy-la-Tour,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée à la société TC ENVIRONNEMENT et dont l'original est transmis au directeur des Archives Départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **21 AVR. 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale


Stéphanie PETITJEAN

Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexe 1: Localisation des points de mesures acoustiques

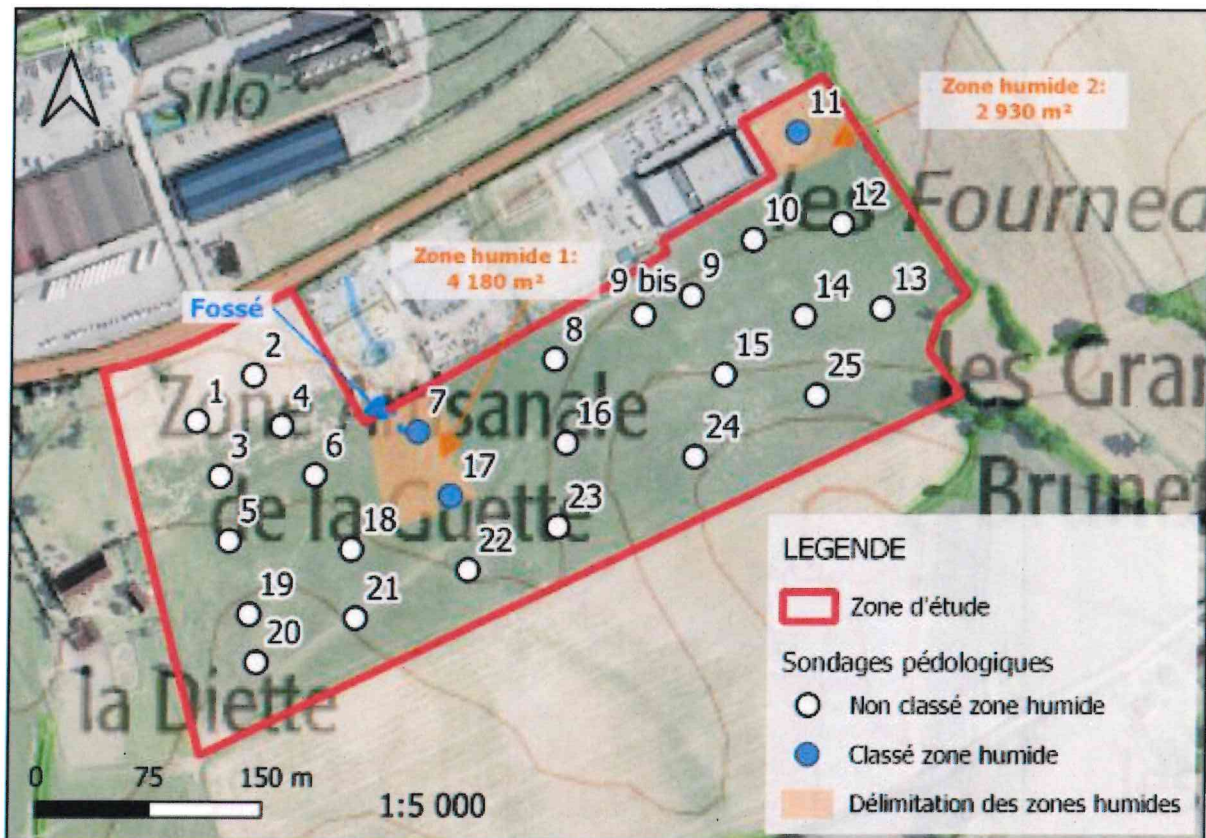


Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : 21 AVR. 2026

[Signature]
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie PETITJEAN

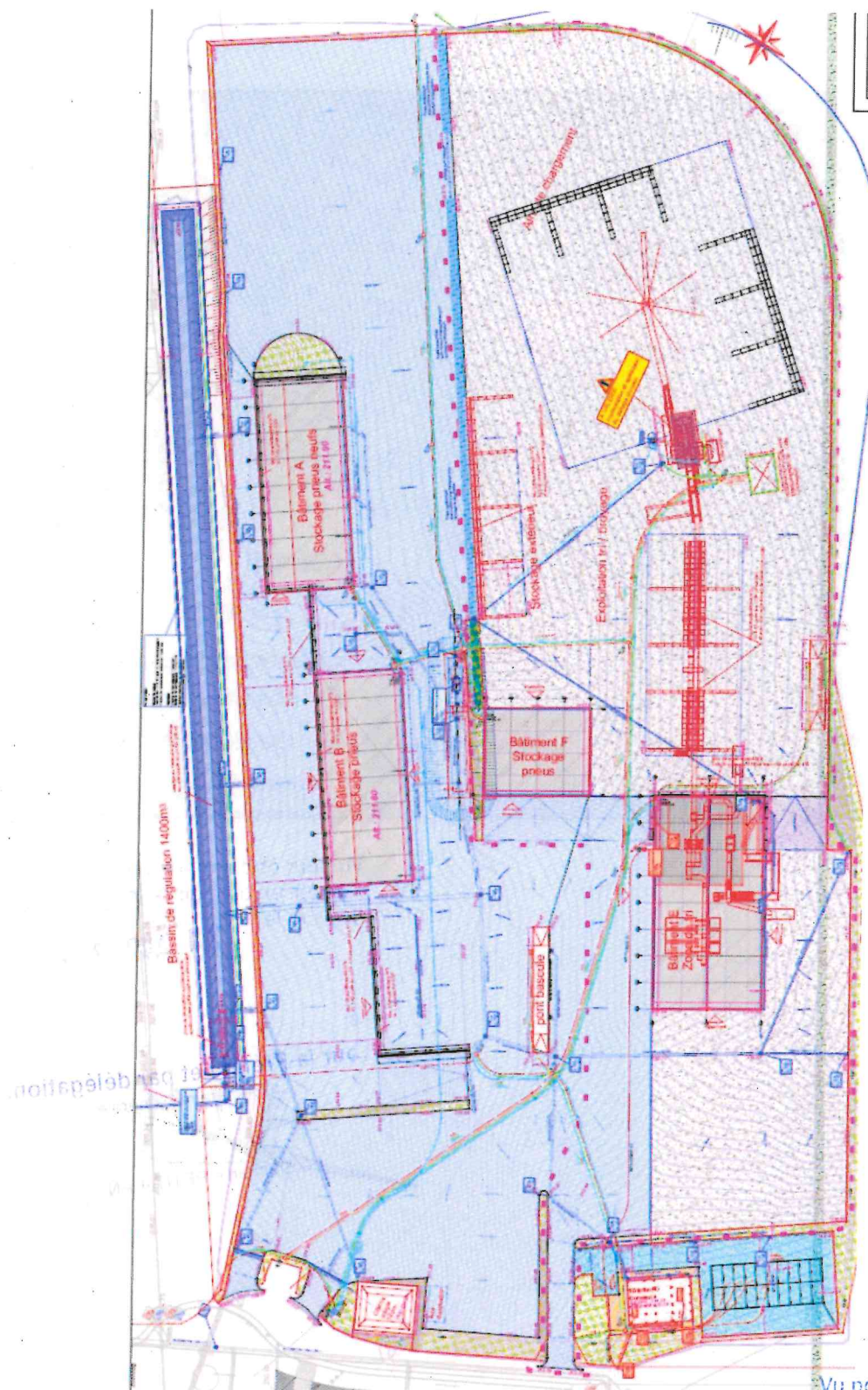
Annexe 2 : Sondage et délimitation des zones humides



Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : **21 AVR. 2026**

Sur la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale
[Signature]
Stéphanie PETITJEAN

Annexe 3 : Plan des réseaux



Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale Nevers le : **21 AVR. 2020**

Stephanie PETIT